

Premier éclairage sur les PME de l'industrie française en 2003 à partir de l'échantillon Centrale de bilans

Pour les petites et moyennes entreprises (PME) industrielles, l'année 2003 a été marquée par :

Une morosité de l'activité se traduisant par :

- *une faible progression du chiffre d'affaires, dans un contexte de baisse des prix à la production,*
- *une réduction des effectifs salariés pour la deuxième année consécutive,*
- *une contraction de l'investissement face à un environnement international incertain et à une faible demande adressée aux entreprises.*

Un tassement des résultats entraînant le repli des indicateurs de marge et de rentabilité ainsi que la modification de la répartition des revenus au détriment de l'autofinancement.

Des structures financières préservées, sous l'effet conjugué de la progression des capitaux propres et de la diminution de l'endettement.

Dominique BOISSONADE
Direction des Entreprises
Observatoire des entreprises

1. Faible progression de l'activité

En 2003, la zone euro a enregistré un taux de croissance de 0,5 %. Les économies européennes ont été handicapées par la faiblesse de la demande intérieure et par un environnement géopolitique incertain. Seules l'Espagne et la Grèce ont maintenu leur taux de croissance à un niveau sensiblement supérieur aux autres pays européens. Sur l'ensemble de l'année, la France a enregistré une croissance modérée (0,5 %). La production a faiblement augmenté au premier trimestre, avant de se contracter au deuxième trimestre, sous l'effet de la dégradation des débouchés externes et internes. L'expansion a repris au second semestre. En raison de leur mauvaise orientation en fin d'année 2002 et au premier semestre de l'année 2003, les exportations ont diminué en moyenne annuelle, en dépit d'un redémarrage au second semestre induit par le raffermissement de la demande externe. Sur l'ensemble de l'année, compte tenu du recul de l'investissement des entreprises, la consommation des ménages a été le principal soutien de l'activité.

Selon l'échantillon Centrale de bilans, la progression du chiffre d'affaires des PME industrielles a été de 0,7 % seulement, légèrement supérieure toutefois à celle observée en 2002 (+ 0,4 %). La production, pour sa part, est restée pratiquement stable (+ 0,2 %, après + 0,1 % en 2002). Cette faible croissance résulte, pour partie, d'un effet prix. Pour la deuxième année consécutive, les prix à la production dans l'industrie manufacturière ont baissé de 0,6 % (cf. tableau ci-dessous). De ce fait, les taux de variation du chiffre d'affaires et de la production en valeur (respectivement, + 0,7 % et + 0,2 %) ont été inférieurs aux taux de variation en volume (respectivement, + 1,3 % et + 0,8 %).

Taux de variation des prix à la production

(en pourcentage)

	Industrie manufacturière	EB	EC	ED	EE	EF
2002	- 0,6	- 0,1	0,2	1,8	- 1,5	- 1,8
2003	- 0,6	0,8	0,0	- 1,2	- 2,3	- 0,2

EB : industrie agroalimentaire

EE : industrie des biens d'équipement

EC : industrie des biens de consommation

EF : industrie des biens intermédiaires

ED : industrie automobile

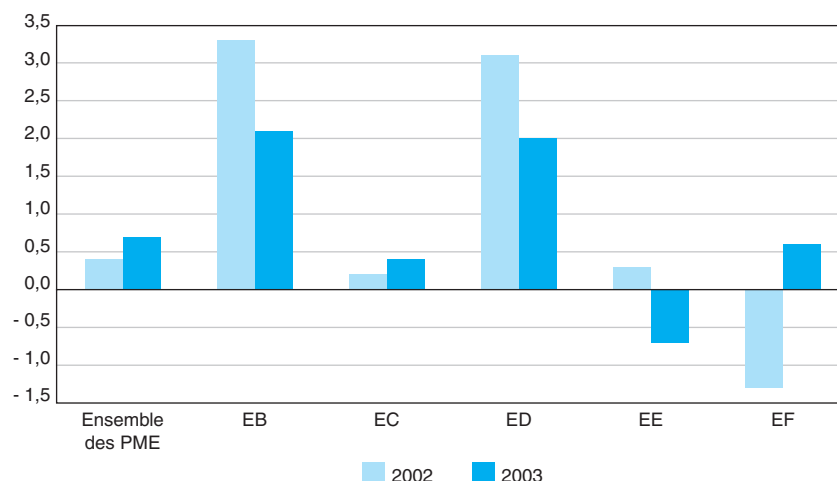
Source : INSEE : évolutions annuelles sur l'industrie manufacturière, y compris l'industrie agroalimentaire (EB) et hors énergie (EG)

Au plan sectoriel, les différents compartiments économiques ont tous enregistré une légère progression de leurs ventes, à l'exception notable des industries de biens d'équipement.

Les prix à la production ont diminué dans les biens d'équipement, les biens intermédiaires et l'industrie automobile. Ils sont restés stables dans les biens de consommation et ont légèrement augmenté dans les industries agroalimentaires.

Taux de variation du chiffre d'affaires

(en pourcentage)



EB : industrie agroalimentaire

EC : industrie des biens de consommation

ED : industrie automobile

EE : industrie des biens d'équipement

EF : industrie des biens intermédiaires

L'industrie agroalimentaire, qui a continué à bénéficier de la bonne orientation de la consommation des ménages, a connu une croissance plus marquée que les autres secteurs (2,1 %), quoique ralentie par rapport à l'année précédente (3,3 % en 2002). En volume, les ventes ont progressé de 1,3 %, contre 3,4 % en 2002.

L'industrie automobile a également bien résisté, avec une progression de 2 %. Compte tenu des variations de prix à la production, le taux de croissance du chiffre d'affaires en volume a été supérieur à celui de l'exercice précédent (+ 3,2 %, contre + 1,3 % en 2002). Le bon courant de ventes à l'étranger, notamment au cours du second semestre, a permis aux constructeurs automobiles de compenser la baisse de la demande interne.

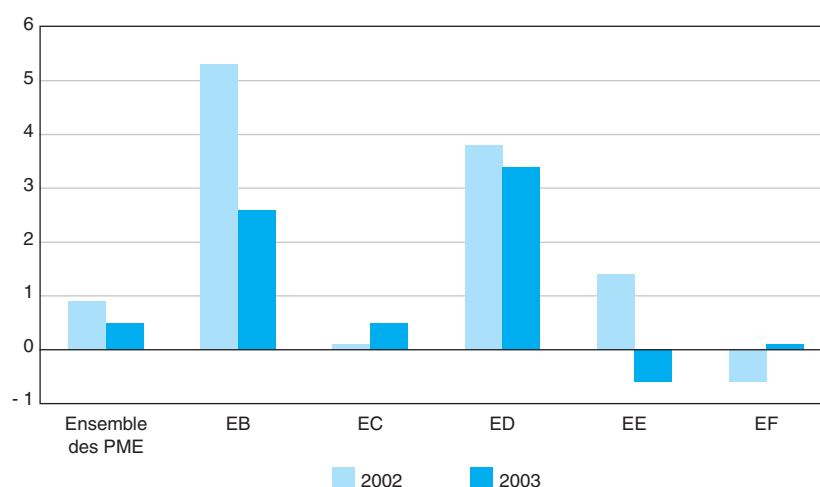
La croissance apparaît plus faible dans l'industrie des biens de consommation (+ 0,4 %, après + 0,2 % en 2002) et celle des biens intermédiaires (+ 0,6 %, après - 1,3 % en 2002). Les prix à la production ayant peu varié, la hausse du chiffre d'affaires en volume a été comparable à celle en valeur dans ces deux secteurs (respectivement, + 0,4 % et + 0,8 %).

Enfin, les biens d'équipement, pénalisés par la diminution des investissements et des exportations, ont connu un recul de leur chiffre d'affaires (- 0,7 %, après + 0,3 % en 2002). La variation en volume apparaît toutefois positive (+ 1,7 % en 2003 et + 1,9 % en 2002), du fait de la baisse sensible des prix à la production dans ce secteur.

La valeur ajoutée produite ¹ des PME industrielles, dont la progression avait déjà ralenti en 2002, a peu augmenté en 2003 (0,5 %). Au total, le taux de valeur ajoutée ² est resté étale, à 32,6 %. L'augmentation de la consommation élargie ³ (0,8 % en 2003) a été un peu plus marquée que celle de la production globale (0,7 %). Au sein du poste « consommation élargie », l'augmentation du coût des marchandises vendues a été sensible, alors que celle des achats et charges externes et de la sous-traitance de fabrication a été modérée.

Taux de variation de la valeur ajoutée produite

(en pourcentage)



EB : industrie agroalimentaire

EC : industrie des biens de consommation

ED : industrie automobile

EE : industrie des biens d'équipement

EF : industrie des biens intermédiaires

L'examen par secteurs fait apparaître une augmentation de la valeur ajoutée dans tous les compartiments économiques, à l'exception de celui des biens d'équipement. Faible dans les biens de consommation et les biens intermédiaires, la progression a été un peu plus marquée dans les industries automobile et agroalimentaire.

¹ La valeur ajoutée produite est issue de la méthodologie Centrale de bilans consistant à retraiter certaines charges et subventions afin d'obtenir un solde plus significatif au plan économique. À la notion de valeur ajoutée définie par le Plan comptable général 1982 sont ajoutés les subventions d'exploitation en complément de prix ainsi que les loyers de location-financement et les charges de personnel extérieur (ces deux dernières grandeurs étant déduites des charges externes). Par ailleurs, elle inclut les impôts et taxes.

² Valeur ajoutée produite CDB/production globale (production + ventes de marchandises + subventions d'exploitation en complément de prix)

³ Consommation élargie = sous-traitance de fabrication + achats et charges externes retraités + coût des matières consommées + coût des marchandises vendues

2. Diminution des effectifs et de l'investissement, légère augmentation des besoins en fonds de roulement

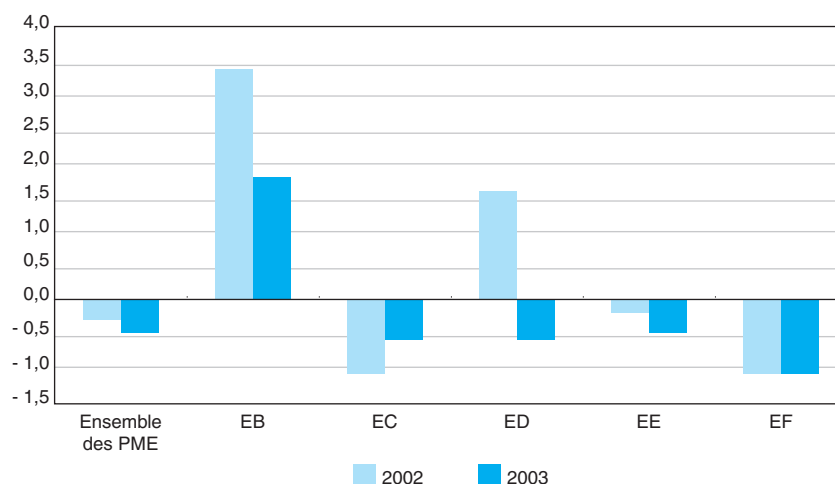
2.1. Les effectifs

La morosité de l'activité a lourdement pesé sur l'emploi des PME industrielles qui a diminué pour la deuxième année consécutive (– 0,5 %, après – 0,3 % en 2002).

La diminution des effectifs s'est vérifiée dans tous les secteurs d'activité, à l'exception de l'industrie agroalimentaire, et a été plus prononcée dans l'industrie des biens intermédiaires.

Taux de variation des effectifs

(en pourcentage)



EB : industrie agroalimentaire

EC : industrie des biens de consommation

ED : industrie automobile

EE : industrie des biens d'équipement

EF : industrie des biens intermédiaires

Le rendement apparent de la main-d'œuvre, mesuré par le rapport « valeur ajoutée/effectifs », a très légèrement progressé, pour s'établir à 50,6 milliers d'euros, contre 50,1 milliers l'année précédente. Cet indicateur s'est inscrit sur une tendance haussière dans tous les grands secteurs de l'industrie, sauf dans les biens d'équipement où il est resté quasi stable. L'intensité capitaliste (équipement productif par salarié) a également continué de croître dans l'ensemble des PME industrielles, passant de 65,6 milliers d'euros à 68,3 milliers, dans un contexte de baisse des effectifs. L'industrie agroalimentaire présente les taux les plus élevés, à la fois pour le rendement de la main-d'œuvre et pour l'intensité capitaliste (respectivement 57,5 milliers d'euros et 110,2 milliers en 2003).

2.2. L'investissement

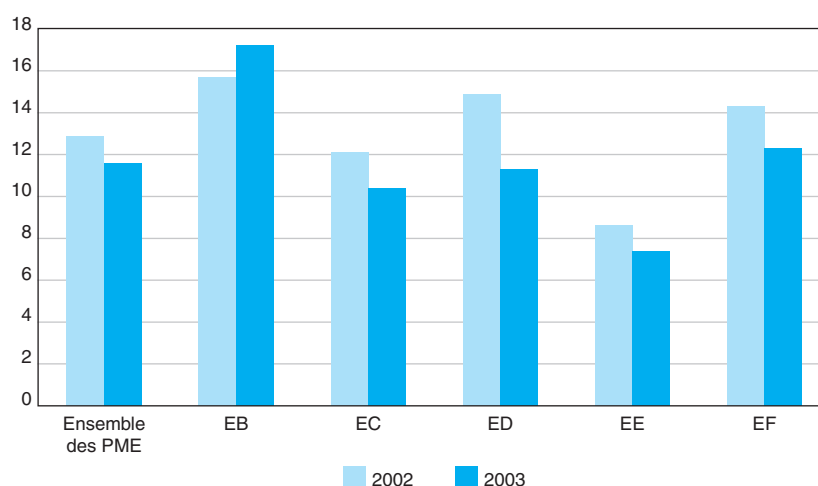
Face à un environnement international incertain et à un fléchissement de la demande interne, les chefs d'entreprise ont adopté un comportement attentiste. Dans ces conditions, le montant de l'investissement d'exploitation⁴ a baissé pour la deuxième année consécutive.

Le taux d'investissement d'exploitation « investissement d'exploitation/valeur ajoutée produite » a reculé, s'établissant à 11,6 %, contre 12,9 % en 2002. Cette dégradation a touché tous les secteurs, à l'exception de l'industrie agroalimentaire (17,2 %, après 15,7 % en 2002).

Taux d'investissement d'exploitation

Investissement d'exploitation / valeur ajoutée CDB produite

(en pourcentage)



EB : industrie agroalimentaire

EC : industrie des biens de consommation

ED : industrie automobile

EE : industrie des biens d'équipement

EF : industrie des biens intermédiaires

Les dépenses immatérielles⁵ ont augmenté de 2,1 %. L'effort de recherche, de développement, de formation, d'élaboration de brevets et de logiciels ainsi que les dépenses commerciales (essentiellement de publicité), mesuré par le ratio « dépenses immatérielles/valeur ajoutée », a très légèrement progressé (6,4 %, après 6,3 % en 2002).

⁴ La notion d'investissement d'exploitation regroupe tant les acquisitions d'immobilisations corporelles que celles d'immobilisations incorporelles afin d'apprécier, notamment, l'effort d'investissement en matière de recherche et développement, formation, élaboration de brevets et logiciels potentiellement porteurs pour le développement de l'entreprise. L'investissement d'exploitation incorpore également les nouveaux contrats de location-financement (crédit-bail et location financière), dès lors qu'il ne s'agit pas de contrats de *lease-back*.

⁵ La méthodologie Centrale de bilans isole les dépenses immatérielles afin de suivre l'évolution de ces charges qui s'apparentent, par certains côtés, à un « investissement ».

Le taux de dépenses immatérielles de l'industrie agroalimentaire, où les frais de publicité occupent une place importante, continue de se détacher très nettement de celui des autres secteurs. Il a atteint 17,6 %, soit un niveau supérieur au taux d'investissement d'exploitation de ce secteur (17,2 %) qui, par ailleurs, est le plus élevé de l'industrie. Des taux sensiblement plus faibles sont observés dans les PME de l'industrie automobile, des biens d'équipement et des biens intermédiaires (respectivement 2,8 %, 3,8 % et 3,2 %). Dans les biens de consommation, le taux de dépenses immatérielles est demeuré en 2003 plus élevé que dans l'ensemble des PME industrielles (8,4 %, contre 6,4 %).

2.3. Les besoins en fonds de roulement d'exploitation

Le poids des besoins en fonds de roulement d'exploitation, exprimé en jours de chiffre d'affaires, a peu augmenté, tous secteurs confondus, au sein des PMI : 69,6 jours, contre 69,2 jours en 2002. Cette légère hausse s'explique essentiellement par un alourdissement des stocks (+ 0,9 jour de chiffre d'affaires) et un raccourcissement des délais de paiement, moindre de la part des clients que de la part des fournisseurs.

Les délais de règlement diminuent régulièrement depuis 2001. Exprimés en jours de chiffre d'affaires, les délais clients sont revenus de 75,2 jours en 2002 à 74,4 jours en 2003 et les délais fournisseurs, exprimés en jours d'achats, de 70 jours à 69 jours.

L'examen sectoriel met en relief une forte disparité. Ainsi les PME de l'industrie agroalimentaire ont présenté les délais les plus faibles, tant en termes de délais clients (47,2 jours de chiffre d'affaires) qu'en termes de délais fournisseurs (56,8 jours d'achats). Dans les PME de l'industrie automobile, les délais clients ont représenté 70,9 jours de chiffre d'affaires et les délais fournisseurs 62,3 jours d'achats. Les biens de consommation ont, respectivement, affiché 75,6 jours de chiffre d'affaires et 68 jours d'achats et les biens intermédiaires 80,2 jours et 73 jours. Enfin, dans les PME des biens d'équipement, les délais clients ont atteint 93,2 jours et les délais fournisseurs 80,2 jours.

Au total, pour les PME de l'industrie française, l'année 2003 se caractérise par une faible croissance de l'activité, une diminution des effectifs salariés et un recul de l'investissement.

3. Tassement des indicateurs de résultat et de rentabilité, mais amélioration de la solvabilité

3.1. Les résultats d'exploitation

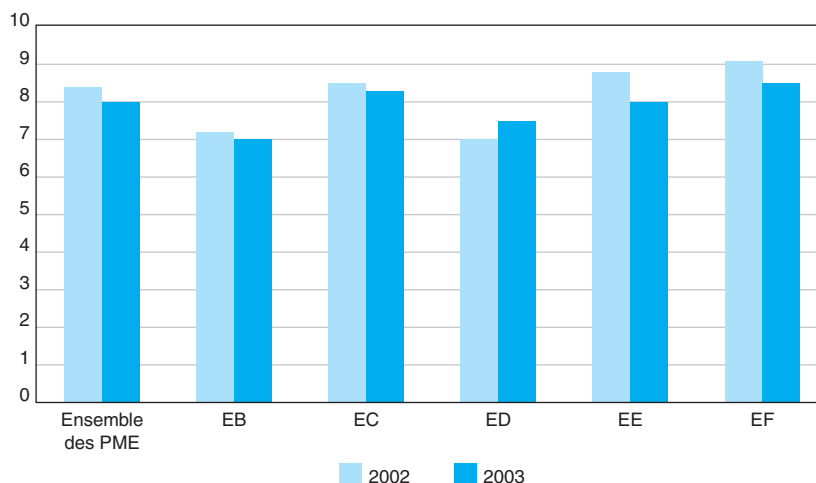
Le résultat brut d'exploitation ⁶, qui représente le revenu que les entreprises obtiennent de leur exploitation, a diminué pour la deuxième année consécutive.

Le taux de résultat brut d'exploitation, qui rapporte le résultat brut d'exploitation au chiffre d'affaires hors taxes, constitue une première mesure de la performance industrielle et commerciale des entreprises. Cet indicateur n'est pas influencé par les décisions des chefs d'entreprise en matière de financement (capitaux propres ou capitaux empruntés), il est également indépendant des politiques de distribution de dividendes. Il s'est légèrement replié, revenant de 8,4 % en 2002 à 8 % en 2003.

Cette tendance légèrement baissière a été observée dans la plupart des secteurs, à l'exception de l'industrie automobile qui a enregistré une hausse (7,5 %, contre 7 % en 2002) grâce à une augmentation de son résultat brut d'exploitation.

Taux de résultat brut d'exploitation

(en pourcentage)



EB : industrie agroalimentaire

EC : industrie des biens de consommation

ED : industrie automobile

EE : industrie des biens d'équipement

EF : industrie des biens intermédiaires

⁶ Résultat brut d'exploitation = valeur ajoutée produite + autres produits et charges d'exploitation retraités (extraits) – impôts, taxes et versements assimilés – charges de personnel (salaires, charges sociales et personnel extérieur).

Les « autres produits et charges retraités » relèvent de l'exploitation, mais représentent moins de 1 % de la valeur ajoutée. Ils comprennent :

les subventions d'exploitation (prime à l'embauche),

+ les redevances reçues

– les redevances versées sur brevets

+ les revenus des immeubles non affectés aux activités professionnelles

+ les escomptes de règlements obtenus

– les escomptes de règlements accordés

+ les revenus de créances commerciales

– les intérêts sur dettes commerciales

– les pertes sur créances irrécouvrables ayant un caractère habituel en raison de la nature de l'activité.

La rentabilité brute du capital d'exploitation « résultat brut d'exploitation/capital d'exploitation ⁷ » permet d'apprécier l'efficacité des entreprises dans la mise en œuvre du capital d'exploitation calculé en additionnant les immobilisations d'exploitation (corporelles, incorporelles et en location-financement) et les besoins en fonds de roulement. Ce ratio a fléchi de 0,9 point (12 %, contre 12,9 % en 2002) sous l'effet conjugué de la diminution du résultat brut d'exploitation et de la hausse du capital d'exploitation. Cette dégradation, qui est observée dans tous les secteurs industriels, à l'exception de l'industrie automobile, a été un peu plus marquée dans les biens d'équipement (15 %, contre 17,2 % en 2002).

La rentabilité nette du capital d'exploitation « résultat net d'exploitation ⁸/capital d'exploitation » conditionne pour partie la croissance des entreprises. Globalement, elle s'est contractée (de 8,1 % en 2002 à 7,3 % en 2003). Elle s'est repliée dans tous les secteurs productifs, à l'exception de l'industrie automobile.

3.2. Les résultats globaux

Les résultats globaux sont calculés après prise en compte des opérations hors exploitation.

Le résultat brut global ⁹ permet d'apprécier la capacité des entreprises à dégager du profit dans le cadre de l'ensemble de leurs activités d'exploitation, financières et exceptionnelles. Il fournit une mesure de la rémunération brute des capitaux (avant amortissement, provisions et impôts). Son montant a sensiblement diminué en 2003.

Le taux de marge brute globale, rapportant le « résultat brut global au volume d'affaires hors taxes », a reculé (– 0,6 point) pour se fixer à 8,7 %. Comme pour les indicateurs précédents, cette dégradation est observée dans tous les secteurs industriels, à l'exception de l'industrie automobile.

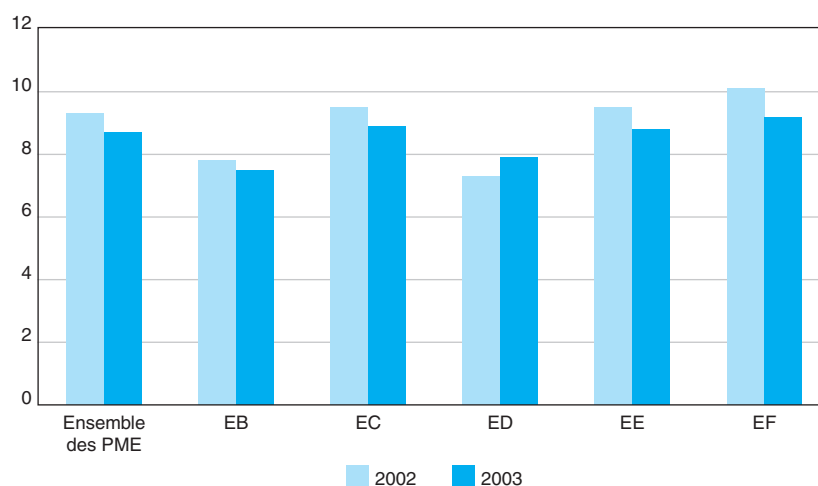
⁷ Capital d'exploitation = immobilisations d'exploitation (incorporelles, corporelles et en location-financement) + besoins en fonds de roulement d'exploitation

⁸ Résultat net d'exploitation = résultat brut d'exploitation + transfert de charges d'exploitation – dotations d'exploitation aux amortissements et aux provisions (nettes des reprises) dont les amortissements au crédit-bail

⁹ Résultat brut global (RBG) = résultat brut d'exploitation CDB + opérations hors exploitation (= quotes-parts sur opérations faites en commun + opérations financières + opérations exceptionnelles + transferts entre comptes de charges)

Taux de marge brute globale

(en pourcentage)



EB : industrie agroalimentaire

EC : industrie des biens de consommation

ED : industrie automobile

EE : industrie des biens d'équipement

EF : industrie des biens intermédiaires

La rentabilité brute globale, mesurée par le rapport « résultat brut global/total des ressources ¹⁰ » a perdu 1,1 point, pour s'établir à 10,5 %. Cette dégradation, qui résulte de la baisse du résultat brut global conjuguée à la hausse du total des ressources, a touché tous les secteurs, sauf l'industrie automobile où la rentabilité brute globale a légèrement progressé (12 %, après 11,6 % en 2002).

La rentabilité nette globale du capital financier, exprimée par le ratio « résultat net global ¹¹/capital financier ¹² », s'est repliée de 1,3 point, pour s'établir à 10,6 %. Cette baisse est imputable à la baisse du résultat net global conjuguée à une progression des capitaux propres.

3.3. L'analyse de la solvabilité

La contrainte de solvabilité, mesurée par le poids des charges d'intérêt dans le résultat brut global, permet d'apprécier l'autonomie financière de l'entreprise. Elle s'est globalement améliorée (9,9 %, contre 10,9 % en 2002), grâce à une baisse assez sensible du montant des charges d'intérêt. Celle-ci est liée, d'une part, à une contraction du montant de l'endettement financier (-3,2 %) et, d'autre part, à la baisse du coût du crédit ¹³ dont l'influence est sensible dans le compte des entreprises.

¹⁰ Total des ressources = capitaux propres appelés + total des amortissements, provisions pour dépréciation, risques et charges + endettement financier où endettement financier = ensemble des ressources financières empruntées (dont celles empruntées au groupe et aux associés)

¹¹ Résultat net global = résultat brut global - dotations nettes aux amortissements et provisions + subventions d'investissement virées au résultat + transfert de charges en charges à répartir

¹² Capital financier = capitaux propres appelés + endettement financier

¹³ Coût du crédit aux entreprises

	Court terme	Long terme
1 ^{er} trimestre 2003	3,88	4,65
2 ^e trimestre 2003	3,78	4,55
3 ^e trimestre 2003	3,44	4,19
4 ^e trimestre 2003	3,32	4,10

Cette évolution favorable, observée dans tous les grands secteurs de l'industrie, a été plus particulièrement marquée dans les biens de consommation (10,8 %, au lieu de 13,8 % en 2002).

En définitive, les indicateurs de résultat et de rentabilité des PME ont fléchi en 2003. La contrainte qui aurait pu en résulter sur leur autonomie financière a été réduite grâce à la diminution des charges d'intérêt.

4. Modification de la répartition des revenus au détriment de l'autofinancement

Le revenu global ¹⁴, dont le montant est resté quasi stable en 2003, se répartit entre les différents partenaires économiques de l'entreprise : le personnel, les prêteurs, l'État, les associés ou actionnaires, la fraction conservée par l'entreprise constituant l'autofinancement.

Les charges de personnel (y compris celles relatives au personnel extérieur mis temporairement à la disposition de l'entreprise) ont continué de croître (2 % dans l'ensemble des PME industrielles) malgré les réductions du nombre de salariés. Cette évolution peut s'expliquer par l'imputation d'indemnités de licenciement. En conséquence, la part des charges de personnel dans le revenu global a augmenté de 1,4 point, pour s'établir à 68,6 %. Cet indicateur a progressé dans l'ensemble des grands compartiments économiques, sauf dans l'industrie automobile où il est revenu de 71,9 % en 2002 à 70,2 % en 2003. Le secteur des biens d'équipement a enregistré la plus forte hausse de ce ratio, de 72,7 % à 74,2 %.

La part revenant à l'État qui prend en compte l'ensemble des impôts et taxes réglés par les sociétés est restée stable à 10,3 %. Comme observé ci-dessus, les intérêts versés aux prêteurs ont sensiblement diminué et ne représentent plus que 2,6 % des revenus répartis, contre 3 % en 2002. Les dividendes servis aux actionnaires ont augmenté, représentant 6 % des revenus répartis, contre 5,3 % un an auparavant.

Le taux d'épargne de l'entreprise, calculé en rapportant l'autofinancement à l'ensemble des revenus dégagés par l'entreprise, s'est replié, revenant de 14,2 % en 2002, à 12,5 % en 2003. Le recul de cet indicateur a été assez sensible dans l'industrie agroalimentaire (17,5 %, après 20,6 % en 2002), les biens d'équipement (8,7 %, contre 11,2 %) et les biens intermédiaires (12,8 %, contre 14,6 %). À l'inverse, le taux d'épargne a progressé dans les biens de consommation (12,1 %, après 11,9 %) et, plus sensiblement, dans l'industrie automobile (13,8 %, après 12,6 %).

¹⁴ Revenus répartis ou revenu global = valeur ajoutée produite + autres produits et charges d'exploitation retraités + produits et charges hors exploitation + transferts de charges globaux
Les revenus répartis correspondent à l'ancienne notion de valeur ajoutée globale (VAG) à laquelle sont ajoutés les impôts, taxes et versements assimilés comptabilisés en charges d'exploitation.

La morosité de l'activité en 2003 et son impact défavorable sur les performances des PMI ont provoqué une baisse de la part de l'autofinancement, exception faite des secteurs des biens de consommation et de l'industrie automobile où elle s'est légèrement accrue.

5. Renforcement des équilibres financiers

5.1. Financement et structure d'endettement

Selon la méthodologie de la Centrale de bilans, la notion d'« emplois » recouvre les divers postes de l'actif du bilan en les regroupant suivant les fonctions principales que doivent assurer les entreprises.

Les actifs composant les emplois sont constitués :

- des actifs d'exploitation : immobilisations corporelles, immobilisations incorporelles et biens acquis en crédit-bail ou en location financière ;
- des participations et autres actifs immobilisés hors exploitation dont les prêts au groupe et associés (part à plus d'un an) ; ces postes relèvent de la fonction financière ;
- des besoins en fonds de roulement d'exploitation et hors exploitation, ces derniers retraçant les opérations liées aux fonctions de répartition ¹⁵, d'investissement/désinvestissement ¹⁶ et de financement ;
- de la trésorerie actif (disponibilités, valeurs mobilières de placement et avances de trésorerie du groupe et associés, c'est-à-dire la part à moins d'un an).

Les emplois se sont globalement accrus de 3,5 %. L'examen de leur structure montre une légère diminution de la part des capitaux investis ¹⁷ (88,4 %, contre 88,6 % en 2002) qui traduit une augmentation du poids relatif des actifs immobilisés à 64,9 % (+ 0,3 point) et une contraction de celui des besoins en fonds de roulement d'exploitation à 23,5 % (– 0,5 point).

Pour les financer, les entreprises disposent de ressources propres ou font appel à l'endettement.

- Le financement propre, qui comprend les capitaux propres appelés et les sommes épargnées sous forme d'amortissements et de provisions pour risques et charges et dépréciation, a augmenté de 5,3 % par rapport à l'exercice précédent et représente 77,7 % du total des ressources.

¹⁵ Créances – dettes d'impôt sur bénéfices

¹⁶ Créances – dettes sur immobilisations

¹⁷ Actifs immobilisés et besoins en fonds de roulement d'exploitation

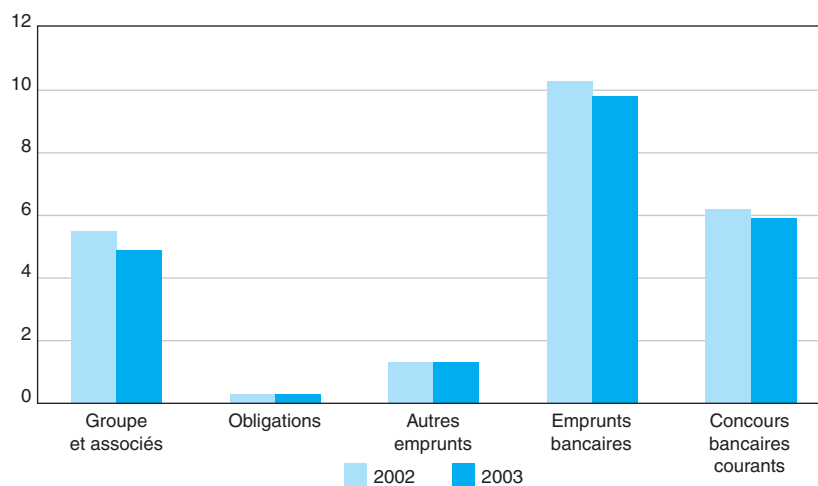
- Le financement externe ou endettement financier, composé des emprunts et de la trésorerie passif¹⁸, s'inscrit en baisse de 3,2 % et représente 22,3 % du total des ressources.

L'analyse plus précise de la structure des ressources montre une diminution de la part des emprunts bancaires, qui revient à 9,8 % du total (– 0,5 point), et de celle des emprunts auprès du groupe et associés, qui s'établit à 4,9 % (– 0,6 point). La trésorerie passif, constituée essentiellement des crédits bancaires courants et des créances cédées non échues, représente 5,9 % des ressources, en recul de 0,3 point. En montant, les encours des emprunts bancaires ont diminué de 1,9 % et ceux des concours bancaires courants de 0,3 %. La fraction représentée par les obligations, structurellement faible dans les PME industrielles, est restée stable, à 0,3 % du total des ressources, ainsi que celle des autres emprunts, à 1,3 %. En définitive, le poids des banques a légèrement diminué (– 0,8 point) pour s'inscrire à 15,7 % du total des ressources¹⁹.

Le désendettement opéré par les chefs d'entreprise en 2003, malgré des conditions de financement favorables grâce à la baisse des taux, traduit à la fois un moindre besoin lié au recul de l'investissement et une volonté d'assainissement des structures financières.

Poids des différentes composantes de l'endettement financier des PME industrielles dans le total des ressources

(en pourcentage)



En conséquence, le taux d'endettement financier, mesuré par le ratio « endettement financier/capitaux propres appelés », a de nouveau diminué, et ce de façon assez sensible (il s'établit à 65,0 %, contre 69,4 % en 2002). Cette évolution s'explique par une diminution du montant de l'endettement financier (– 3,2 %) conjuguée à une hausse des capitaux propres (+ 4,4 %).

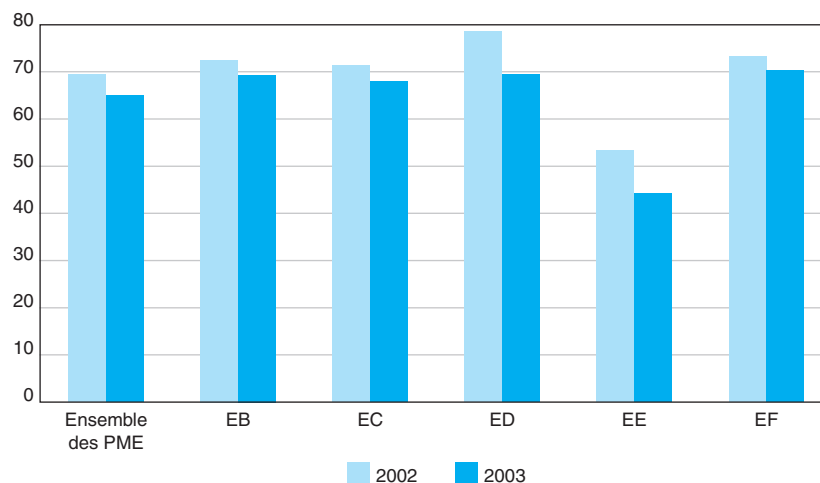
¹⁸ Trésorerie passif = crédits bancaires courants + créances cédées non échues + avances de trésorerie reçues du groupe et associés + TCN émis hors groupe

¹⁹ Part des banques dans le total des ressources = (emprunts bancaires + crédits bancaires courants + créances cédées non échues)/total des ressources

Taux d'endettement financier

Endettement financier/capitaux propres

(en pourcentage)



EB : industrie agroalimentaire

EC : industrie des biens de consommation

ED : industrie automobile

EE : industrie des biens d'équipement

EF : industrie des biens intermédiaires

Le taux d'endettement financier a reculé dans tous les grands secteurs et, plus particulièrement, dans celui des biens d'équipement qui présente le ratio le moins élevé (44,2 %, contre 53,3 % en 2002).

En 2003, les PMI ont réussi à renforcer leur indépendance financière. La baisse du taux d'endettement résulte d'une diminution de son montant conjuguée à une progression de celui des capitaux propres.

5.2. Équilibres financiers

La distinction entre financement propre et endettement financier peut être complétée par la notion de financement stable regroupant le financement propre et les emprunts : capitaux empruntés sur le marché financier (obligations) ou auprès des tiers, du groupe et des associés (autres emprunts), emprunts bancaires (à l'exception des crédits bancaires courants). Pour éviter tout risque de rupture de financement, les capitaux investis (actifs immobilisés et besoins en fonds de roulement d'exploitation) doivent être adossés à des ressources stables.

Le ratio « couverture stable des capitaux investis » (financement stable/capitaux investis), qui permet d'apprécier l'équilibre de financement, a légèrement progressé (+ 0,8 point), pour se fixer à 105,9 %. Le financement stable a couvert les capitaux investis dans tous les secteurs industriels.

Enfin, la trésorerie nette ²⁰ est demeurée positive en 2003. Elle a progressé dans tous les secteurs de l'industrie, s'établissant à 5,7 % des ressources, contre 5,1 % en 2002.

Au total, dans un contexte de faible croissance, le repli du taux d'endettement et l'amélioration de la couverture des capitaux investis traduisent une bonne maîtrise des équilibres financiers au sein des PME industrielles.

La présente étude a été réalisée en juin 2004 à partir d'une population de 6 611 entreprises de moins de 500 salariés soumises à l'impôt sur les sociétés et employant 411 012 personnes en 2003. Menée sur un échantillon nécessairement restreint à ce moment de l'année, l'analyse conduite ne prétend pas à l'exhaustivité et n'a pour seule ambition que de fournir un premier éclairage sur le comportement des petites et moyennes entreprises (PME) en 2003. Elle précède l'étude qui sera menée sur un échantillon complet de PME et de grandes entreprises, représentatif de l'ensemble des entreprises de l'industrie manufacturière : « La situation des entreprises industrielles – Bilan 2003 », à paraître en septembre prochain.

Le présent échantillon, constitué le 5 juin 2004, présente un taux de couverture de 17,9 %, mesuré en termes d'effectifs, par rapport aux PME du fichier exhaustif des firmes imposées sur les bénéfices industriels et commerciaux au régime du bénéfice réel normal (BIC-BRN) de l'INSEE.

Caractéristiques de l'échantillon des PME de l'industrie

NES Niveau « 16 »	Nombre d'entreprises	Échantillon Centrale des bilans 2003				INSEE 2001 BIC-BRN		Taux de couverture (a)/(b) en %
		Valeur ajoutée		Effectifs (a)		Effectifs (b)		
		En millions d'euros	Structure en %	En unités (a)	Structure en %	En unités (b)	Structure en %	
EB	861	3 068	14,8	53 333	13,0	316 656	13,8	16,8
EC	1 153	3 611	17,4	74 109	18,0	461 659	20,1	16,1
ED	130	586	2,8	12 313	3,0	58 648	2,6	21,0
EE	1 473	4 452	21,4	88 177	21,5	467 944	20,3	18,8
EF	2 994	9 061	43,6	183 080	44,5	994 734	43,3	18,4
Industrie	6 611	20 778	100,0	411 012	100,0	2 299 641	100,0	17,9

EB : industrie agroalimentaire

EC : industrie des biens de consommation

ED : industrie automobile

NB : PME = effectifs ≤ 500

(a) 2003

(b) 2001

EE : industrie des biens d'équipement

EF : industrie des biens intermédiaires

²⁰ Trésorerie nette = Disponibilités + valeurs mobilières de placement + avances de trésorerie au groupe et associés (– d'un an) – crédits bancaires courants – créances cédées non échues – avances de trésorerie reçues du groupe et associés – TCN émis hors groupe

